

friends. Charities are also better than government agencies at cutting off assistance in the case of recipients who do not improve their behaviour. Not surprisingly, Shapiro is quite certain that conditional aid is better than unconditional, and failing to meet the conditions would result in withdrawal or a significant reduction in aid. He argues that egalitarians should want recipients to take responsibility for their future and should therefore not provide unconditional aid. On this point, Shapiro disagrees with Amitai Etzioni who considers that no one's benefits should ever be completely cut off or sharply reduced as "part of the communitarian value of assuming responsibility for all members of the community" (271).

No one would claim that public social programs in Canada, the US, or other countries are perfect, and Shapiro makes a number of good points about their defects. On the other hand, his theoretical concerns about rights, obligations and personal responsibility rather than needs, and his definitions of equity that omit levels of income, are not likely to convince many supporters of the welfare state that such programs would be improved if transferred to the private sector.

RAND DYCK *Carleton University*

Faire société : Société civile et espaces francophones

Jacques Yvon Thériault

Ottawa: Éditions Prise de parole, 2007, 384 pages

doi:10.1017/S0008423908081328

Comment expliquer l'évolution d'un peuple et donner à une minorité linguistique une place prédominante à l'intérieur de la province, du pays ou même du continent où elle se trouve? *Faire société : Société civile et espaces francophones* de Joseph Yvon Thériault donne, à tout le moins, des pistes de réponse à ces questions, sinon les réponses mêmes. C'est une publication qui incite à la continuation du discours sur les minorités linguistiques au Canada, particulièrement les Acadiens du Nouveau-Brunswick.

La publication, présentée sous forme de chroniques distinctes rassemblées en un ouvrage, comporte sept sections, chacune étant un article ou une communication de M. Thériault, qui analyse diverses questions se rapportant aux minorités linguistiques. Il s'agit notamment de questions politiques, sociologiques, économiques, religieuses et scolaires, qui auraient contribué, et continueraient de contribuer, à bâtir la «société civile» des Acadiens. L'ouvrage, qui, selon l'auteur, aurait pu être intitulé *Chronique des années 2000*, offre un compte rendu de phénomènes nouveaux constatés durant les années 2000. Au moyen de survols historiques et d'analyses de situations politiques, l'ouvrage a pour but principal de proposer une réflexion sur ce qu'est une société civile, forçant ainsi une réflexion sur ce qu'elle n'est pas, afin de démontrer qu'il est possible pour un groupe linguistique minoritaire de «faire société». L'auteur poursuit ainsi une réflexion entamée en 1995 dans *L'identité à l'épreuve de la modernité*.

La présente recension fait ressortir quelques points principaux du livre de Thériault par rapport à son thème central, soit la question de savoir dans quelle mesure les minorités linguistiques peuvent conserver une intention nationale et un désir de maintenir une société en Amérique du Nord, ainsi qu'une identité collective forte et dynamique. Il est à noter que le Québec est visiblement absent de cette publication, non pas pour faire valoir un point particulier, mais pour des raisons logistiques : au moment de la préparation du livre, l'auteur publiait un ouvrage distinct (*Critique de l'américanité*) dans lequel le Québec était le sujet principal. Toutefois, une partie de l'ouvrage porte sur les minorités linguistiques en Ontario et met l'accent sur des sujets d'actualité, dont la «canadianisation» de l'Université d'Ottawa et le rôle de

celle-ci en tant qu'université bilingue. En ce qui concerne plus précisément le français en Ontario, l'auteur constate des progrès ainsi qu'une très forte évolution du français en Ontario au cours des dernières années.

La première partie de l'ouvrage sert à ancrer et à circonscrire la réflexion qui suivra lors de la lecture de l'ouvrage. Cette partie, composée de textes originaux de conférences, définit des thèmes clés, tels que «société civile», «régionalisation» et «identité». Pour mettre sa perspective en contexte, l'auteur présente dans la première partie les enjeux et risques dont il faut tenir compte lorsqu'on considère l'Acadie comme une société civile. Notamment, l'auteur explique les plus gros problèmes de l'Acadie : d'abord l'émigration, c'est-à-dire le départ des jeunes à la recherche d'occasions de carrière dans les plus grands centres au Québec et en Ontario; le fait qu'il y manque un lieu décisionnel central, c'est-à-dire un lieu où il y a un véritable sentiment d'appartenance et de collectivité pour les Acadiens; et le besoin de réaffirmer haut et fort sa place dans la société francophone.

Le survol historique présenté dans cette partie est riche et détaillé. Il explique les événements marquants de l'histoire de l'Acadie, en partant de moments tournants comme la Déportation des Acadiens de 1755 ou l'élection du gouvernement Robichaud durant les années 1960, et en invoquant également des sujets d'actualité relativement récents, comme la crise des écoles rurales des années 1990. Le point constant dans cette analyse historique est la culture identitaire des Acadiens – tout ce qui s'est passé dans cet historique a eu une incidence notable sur la culture identitaire des Acadiens d'aujourd'hui.

L'un des moments tournants pour les minorités francophones au Nouveau-Brunswick, tel que présenté dans cet ouvrage, a été l'élection de Louis J. Robichaud comme premier ministre de la province. Une partie complète de l'ouvrage est consacrée au mandat de Robichaud, qui fut le premier francophone à occuper ce poste. Durant cette période, et pour la première fois dans l'histoire du Nouveau-Brunswick, les Acadiens ont eu l'occasion de jouer un rôle de premier plan en politique provinciale. Les Acadiens ont fait introduire, durant le règne de Robichaud, une présence catholique et acadienne qui continue d'avoir une incidence sur le Nouveau-Brunswick aujourd'hui. Les politiques et changements législatifs introduits durant cette période ont changé radicalement le statut des Acadiens, qui sont passés de peuple pratiquement non représenté au palier central de la province à l'honneur d'avoir l'un des siens à la tête même du centre.

L'auteur place également l'école et les institutions scolaires au cœur de la réflexion sur l'identité acadienne. Il présente les notions d'«école d'en haut» et d'«école d'en bas» pour faire une distinction entre «l'école de la nation» et «l'école de la communauté». Le but de cette réflexion et de l'introduction de ces deux concepts est de retracer les tendances dans les institutions scolaires des communautés minoritaires et de tenter de voir en quoi les écoles actuelles ont une dimension politique. Au-delà des institutions scolaires, une importance marquée est accordée à l'Université de Moncton et à son rôle dans l'identité acadienne de par son programme académique généraliste qui peut répondre aux besoins utilitaires et culturels des Acadiens.

La lecture de l'ouvrage de Thériault permet d'en apprendre beaucoup sur l'évolution de l'Acadie et de constater où elle se situe aujourd'hui. Cet ouvrage est une mine d'information très riche et donc un incontournable pour quiconque s'intéresse aux minorités linguistiques au Canada. Se positionnant toujours comme un observateur extérieur qui essaie de comprendre l'évolution de l'Acadie, notamment sur les plans sociologique, politique et religieux, Thériault présente les événements qui ont marqué l'évolution des Acadiens en tant que peuple minoritaire francophone pour démontrer la présence de l'identité acadienne et comment les Acadiens font réellement société. Il souligne également des faits d'actualité qui continuent de prou-

ver que les minorités francophones au Nouveau-Brunswick ont la capacité de «faire société» à l'intérieur d'un cadre plus large. Toutefois, il existe d'autres minorités francophones au Canada à part celles de l'Acadie ou de l'Ontario. Il y a des communautés francophones au Manitoba et en Alberta, par exemple. Avec son expertise, sa belle plume et ses connaissances sur le sujet, il est à souhaiter que Thériault poussera ses recherches jusqu'à ces parties du pays, car il y a beaucoup de similarités entre ces régions et les minorités francophones de l'Est du pays.

NATHALIE BOUDREAU *Université d'Ottawa*

A Globally Integrated Climate Policy for Canada

Steven Bernstein, Jutta Brunnee, David G. Duff and Andrew J. Green, eds.

Toronto: University of Toronto Press, 2008, pp. 349

doi:10.1017/S000842390808133X

This collection of seventeen articles stemmed from a conference held in Toronto in November 2007, so those responsible are to be commended for rapidly bringing the papers to publication release. No doubt the timeliness of the core subject matter—climate change, the Kyoto Protocol, energy policy and Canada's position in respect to these matters—served as a motivating reason. Responding to the Stephen Harper government's policy to seek a “made-in-Canada” approach by not rejecting the Kyoto Protocol but neither enforcing it, the thrust of the manuscript is to argue that Canada's approach to climate change needs to be “sensitive to both domestic priorities and global policy imperatives” (3), the notion of a globally integrated climate policy of the volume's title. It is not possible to comment on each of the articles given their number and diversity of sub-themes, and the complexity of their contents. I would be remiss, however, not to outline the book's sub-themes and its format of presentation.

Following an introductory article by the four editors stressing the need for a globally integrated climate change policy for Canada, the other articles are subdivided into six parts. Part 1 focuses on the urgent need for action, but consists of only one article; still, the theme of urgency underlies all of the other articles of the collection. The second part serves to deliver an international perspective through three case studies separately describing climate change policy of the European Union, the United States, and the rapidly developing states of China and India. This second part is also the only part that closes with a comment by one of the editors that relates the three articles to the book's general theme. Part 3 consists of three articles on the difficulties of governance globally in implementing the Kyoto Protocol; part 4 reviews, through three articles, the range of policy instruments that may be employed to deal with climate change in Canada; part 5's two articles examine specifically the link between energy policy and climate change policy in Canada; and part 6 presents three articles that consider the challenges and opportunities in respect to climate change policy in Canada.

The specific contents of these articles are primarily about international meetings and agreements, environmental economics, and the science and politics of climate change. Major developments and key terms are covered, including such international agreements as the 1992 United Nations Framework Convention on Climate Change, the Kyoto Protocol of 1997 and an array of other meeting/agreements; the indicators of climate change (including increasing temperature, desertification, polar ice cap melting, sea levels rising), and the causes, rate and consequences of climate change; and the various policy instruments that may be employed (including regulatory limits, carbon tax, carbon trading, alternative energy sources, geo-engineering), and the relative merits and limitations of each instrument.